CE MONDE QUI BOUGE

Alger, la culture urbaine, Ouagadougou, Deir ez-Zor

Par Hassane Zerrouky
hzerrouky@hotmail.com

Alger. Passons sur cette tentative d'instrumentalisation d'Aït-Ahmed visant à remettre en selle l'ex-FIS. Affligeant pour ne pas dire plus. Mais arrêtons-nous sur l'interpellation de Mohamed Daha parce qu'il chantait avec sa guitare place Audin, au centre d'Alger. L' interpellation a enflammé les réseaux sociaux et provoqué, deux jours plus tard, la mobilisation de nombreux jeunes dont beaucoup munis de leurs instruments de musique, sur ce lieu nommé en hommage à Maurice Audin, assassiné par les paras de Massu à l'âge de 25 ans, le même âge que les joyeux protestataires de samedi dernier.

Par leur réaction, ces jeunes – filles et garçons – ont exprimé un besoin, celui de voir leur ville, Alger, «al Mahroussa» («l'Imprenable» au temps des corsaires barbaresques et de Raïs Hamidou, qui n'étaient pas turcs), qui a résisté aux hordes du GIA dans les années 1990, vivre son temps et devenir, à l'instar de Beyrouth, Tunis, Madrid, Barcelone ou Paris, une ville où l'on a envie de vivre et où la culture urbaine comme espace créatif ait toute sa place.

Ouagadougou. C'est dans cette ville que se tient chaque année le Festival panafricain du cinéma et de la télévision (Fespaco). C'est cette ville qui a été ciblée vendredi dernier par Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi). De crainte de paraître mollassonne par rapport à son présumé rival Daesh, avec qui elle partage les mêmes buts et le même projet démentiel d'instauration d'un Etat théocratico-politique, Aqmi se devait de montrer qu'elle pouvait surpasser en horreur l'organisation d'Al-Baghdadi. C'est ce qui s'est passé vendredi quand un groupe djihadiste a attaqué le café-restaurant Cappuccino et l'hôtel Splendid fréquentés par des clients européens et américains, faisant 29 morts dont la jeune photographe marocaine Leila Alaoui et plusieurs dizaines de blessés. Et ce, un mois après l'attaque du Radison à Bamako en décembre dernier.

Jusque-là, en effet, Al-Mourabitoune de Mokhtar Belmokhtar, affilié à Aqmi, faisait dans le marché lucratif des otages. «En 2011, selon des données gouvernementales américaines, Aqmi a reçu en moyenne 5,4 millions de dollars par otage libéré, soit un million de plus qu'en 2010. En automne 2013, 20 à 25 millions d'euros auraient été déboursés pour la libération de quatre Français au Mali (…) La cote de la rançon aurait même atteint 9,6 millions de dollars par otage, avec un temps de détention moyen de 200 jours, selon le bureau de conseil Control Risks», rapporte le journal suisse *La Liberté*.

Si donc Aqmi a décidé de passer à une autre étape, en renonçant aux prises d'otages, c'est que l'organisation dirigée par Abdelmalek Droukdel a trouvé d'autres sources de financement et, partant, qu'elle ne veut pas laisser libre le terrain à son rival Daesh et à son affidé Boko Haram dans l'Afrique sub-saharienne, passés maîtres en matière de tueries de masse. Ce qui fait que Bamako, Ouagadougou ne sont certainement qu'un début et que d'autres capitales africaines, dont Dakar, Alger, Rabat, Casablanca, pourraient bien figurer dans l'agenda meurtrier de l'Aqmi.

Deir ez-Zor. Et puisqu'on parle de l'Etat islamique (Daesh) comment peut-on passer encore une fois sous silence ce qui se passe à Deir ez-Zor en Syrie ? Dans cette ville, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) proche des Frères musulmans syriens, qu'on ne pourrait soupçonner donc de parti pris (j'invite les islamistes maghrébins dont les Algériens, qui en doutent et qui sèment le doute, à se rapprocher de cette ONG), Daesh a enlevé au moins 400 civils tous de confession sunnite à Al-Bgheliyeh, banlieue nord-ouest de la ville de Deir ez-Zor. Rami Abdel Rahmane, directeur de l'OSDH, a déclaré craindre que l'EI «n'exécute les civils ou ne réduise les femmes à l'esclavage sexuel comme il l'a fait plusieurs fois dans le passé». Et 140 civils sunnites ont été exécutés à l'arme blanche, à savoir égorgés, par Daesh, et ce, sans qu'aucune autorité religieuse sunnite ait condamné ce crime.

Et pourquoi n'arrive-t-on pas à venir à bout de Daesh alors que Washington et ses alliés ont détruit l'armée de Saddam en deux mois de bombardement ? Sans doute parce qu'ils ont encore besoin d'Al-Baghdadi pour redessiner la carte moyen-orientale. Je ne vois pas d'autre explication.

H. Z.

LE PRÉSIDENT DU FCE, ALI HADDAD, RÉPOND À SES DÉTRACTEURS :

«Je n'ai peur de personne»

«Je n'ai peur de personne», déclarait hier le président du FCE, en réponse à ses détracteurs. Confirmant une demande de prêt de 5 milliards de dinars à une banque nationale, Ali Haddad évoque la disponibilité d'un fonds allemand étranger à octroyer un crédit de 10 milliards de dollars «si besoin est» aux opérateurs algériens.

Photo : Samir Sid

Ali Haddad, président du FCE.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Sa confiance en soi, le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Ali Haddad, a tenu à l'afficher hier à l'hôtel El Aurassi, malgré «les reproches», les critiques récurrentes de ses détracteurs dont la secrétaire générale du Parti des travailleurs. A ces derniers, sans les citer nommément, le président de l'association patronale qui se voudra serein mais offensif, dira : «Je n'ai peur de personne».

Intervenant lors de la clôture d'une assemblée générale ordinaire (AGO) du FCE et réitératif devant les médias, en présence de ses deux prédécesseurs à la direction de l'association, Ali Haddad a assuré que «ceux qui passent leur temps à dénigrer ma personne, à faire du Forum leur bouc émissaire, libre à eux. Si ça leur fait plaisir, qu'ils causent». «Nous, nous travaillons durement. Nous œuvrons à créer des richesses, des emplois. Nous construisons. Nous agissons mais nous ne faisons pas dans la spéculation», assènera le président du FCE qui affirme que «notre seule préoccupation, c'est l'Algérie. Nous ne sommes pas des prédateurs».

Réagissant à «une campagne de diabolisation savamment orchestrée et systématiquement entretenue», Ali Haddad affirme que le groupe de BTPH qu'il dirige (l'ETRHB) et à qui est «versé 20 milliards de dinars de contributions et impôts» et qui escompte la création de 25 000 emplois d'ici la fin 2016, n'a jamais été privilégié pour la réalisation de projets infrastructurels et «n'a pris la place de personne».

De même, le président du FCE tiendra à récuser le bien-fondé des critiques émanant de «ceux qui font feu de tout bois», concernant notamment ses rapports avec le gouvernement, sa «diplomatie parallèle» à l'international et sa dynamique de redéploiement au niveau national. «Notre rôle n'est pas de s'opposer au gouvernement ou de s'aligner sur tout ce qui vient du gouvernement, le FCE est un partenaire», relèvera-t-il. Comme il réaffirmera avec force que «le FCE n'a jamais formulé la moindre demande» de privatisation, dans la mesure où ce qui compte pour le Forum c'est «de défendre l'entreprise algérienne, publique et privée, affiliée ou non».

Concernant les informations faisant état d'un prêt de la Banque nationale d'Algérie (BNA) pour un montant «invraisemblable», estimé à 15 milliards de dinars, Ali Haddad se réfèrera au communiqué de cette banque publique qui élude l'octroi d'un tel montant. «C'est faux. Pourquoi cet acharnement contre Ali Haddad ?», dira-t-il.

Néanmoins, le P-dg du groupe ETRHB qui indique que son groupe «travaille» avec plusieurs banques tant publiques que privées (de droit algérien) confirme néanmoins une demande de prêt de 5 milliards de dinars à la banque sus-citée «dont 3 milliards de dinars pour l'acquisition d'équipements et deux milliards de dinars pour le cautionnement».

Cela étant, Ali Haddad qui apportera son soutien, ses «félicitations» à tous les opérateurs économiques qui se déploient à l'étranger, citant tacitement le P-dg du groupe Cevital, indique que son groupe est en discussions avec des opérateurs étrangers pour la réalisation de projets à l'international. Et ce pour un montant «plus important», dira-t-il, que le chiffre avancé de 15 milliards de dinars.

Dans cet ordre d'idées, Ali Haddad indiquera avoir rencontré récemment le dirigeant d'un important fonds allemand (Hermès) qui lui aurait assuré sa disponibilité à octroyer un montant de l'ordre de 10 milliards de dollars «si besoin est». Une sollicitude financière également exprimée par un fonds saoudien pour un montant de 100 milliards de dollars, relèvera le président du FCE. Certes, le président du FCE considérera qu'il faut miser d'abord sur le concours financier national, local, avant de compter sur une telle sollicitude internationale, sans toutefois la rejeter.

Récusant par ailleurs être un «salonnard», Ali Haddad affirmera qu'il n'envisage nullement, «tant que je serai en vie», de créer une compagnie aérienne. Il s'agit plutôt, invoquera-t-il, d'«encourager» tous ceux qui veulent investir dans ce secteur dans la mesure où la promotion de la liberté d'entreprendre et investir constitue l'un des credo du FCE, qu'il s'agisse des secteurs aériens ou bancaires.

Notons que l'AGO d'hier qui a drainé un grand nombre de participants (près d'un millier de participants), à la grande satisfaction de M. Haddad, a été marquée par l'adoption de huit résolutions relatives notamment aux statuts de la nouvelle organisation de jeunes entrepreneurs Jil FCE et à la reconfiguration du système des cotisations. A relever également qu'une proposition de transformation du FCE d'association patronale en syndicat a été rejetée par l'AGO.

C. B.

L'OPPOSITION TIENT SON SOMMET AUJOURD'HUI

Mazafran II en ligne de mire

L'Instance de concertation et de suivi de l'opposition (Icso) devra arrêter, aujourd'hui jeudi, la date de la tenue de son second congrès après celui de Zéralda du 10 juin 2014.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Les membres de cette entité faisant partie des 11 recommandations du premier conclave de l'opposition, et installée, pour rappel, trois mois après, le 10 septembre 2014 au siège national du RCD, se retrouvent cette après-midi à partir de 14h au siège national du mouvement Islah dans leur traditionnel sommet trimestriel. Un sommet fortement attendu au vu d'une actualité nationale jamais garnie ou presque comme elle l'est. Avec, notamment la loi de finances de l'année en cours adoptée et paraphée par le président de la République dans les conditions que l'on sait et le projet de la nouvelle Constitution en sus, bien entendu, des amabilités que certains ténors de la décennie noire s'échangent actuellement. Autant d'ingrédients que chacun des membres de l'Icso a eu à «apprécier» individuellement et face auxquels il s'agira, à l'occasion de la réunion de ce jeudi, de se positionner en communion.

Ce qui ne relève pas d'une sinécure, les uns et les autres ayant, à des nuances près, des lectures et donc des positions similaires.

Aussi, les membres de l'Instance devront, à coup sûr, aborder le second grand conclave de l'opposition dont le principe a été arrêté précédemment et dont la date du 18 février, Journée nationale du chahid, a même été avancée pour son déroulement.

Il s'agira d'arrêter donc la date et de s'y préparer via la mise sur pied d'organes pour ce faire. Dans cette perspective, soutient le président de Jil Jadid, un des membres de l'Icso, il sera question d'arrêter la liste des acteurs à contacter et à recontacter. Surtout ceux qui avaient pris part au conclave de Zéralda qui, ayant, depuis, marqué le pas, n'assistant qu'épisodiquement pour certains et s'éclipsant presque totalement comme c'est le cas notamment de l'ex-chef de gouvernement Mouloud Hamrouche ou du FFS qui avait préféré faire la promotion de son propre projet, celui de la reconstruction du consensus national.

Selon Soufiane Djillali, la réunion de ce jeudi pourra aborder également les velléités de «déstabilisation» dont ont été victimes certains membres de l'Icso, dont celles ayant son propre parti. «Des tentatives vaines car, estime-t-il, l'ère des fameux redressements est révolue et les partis ont énormément acquis de l'expérience.»

M. K.